

MINISTRE DES FINANCES ET DU BUDGET

DIRECTION DE CABINET

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

DIRECTION DE LA PROGRAMMATION, DE LA PREPARATION
ET DE LA REFORME BUDGETAIRE

SERVICE DES REFORMES BUDGETAIRES

N° _____/MFB/DIRCAB/DGB/DPFRB/SRB.ZI

0433



REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Unité - Dignité - Travail

Bangui le 3^e MAI 2021

ARRETE PORTANT ADOPTION DU PLAN D'ACTION A RESULTATS RAPIDES

LE MINISTRE DES FINANCES ET DU BUDGET,

- Vu La Constitution de la République Centrafricaine du 30 mars 2016 ;
- Vu La Loi n°17.023 du 21 décembre 2017, portant Code de transparence et de bonne gouvernance dans la gestion des finances publiques en République Centrafricaine ;
- Vu La Loi Organique n°18.013 du 13 juillet 2018, relatives aux Lois des Finances en République Centrafricaine ;
- Vu Le Décret n°16.0218 du 30 mars 2016, portant promulgation de la Constitution ;
- Vu Le Décret n°19.091 du 27 mars 2019, portant Règlement Général sur la Comptabilité Publique en République Centrafricaine;
- Vu Le Décret n°092 du 27 mars 2019, portant Tableau des Opérations Financières de l'Etat de la République Centrafricaine;
- Vu Le Décret n°19.093 du 27 mars 2019, portant le Plan Comptable de l'Etat en République Centrafricaine ;
- Vu Le Décret n°19.094 du 27 mars 2019, fixant la Nomenclature Budgétaire de l'Etat en République Centrafricaine;
- Vu Le Décret n°19.056 du 25 février 2019, portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement ;
- Vu Le Décret n°19.072 du 22 mars 2019, portant nomination ou confirmation des membres du Gouvernement et ses modificatifs subséquents.
- Vu Le Décret n°19.149 du 21 mai 2019, portant organisation et fonctionnement du Ministère des Finances et du Budget et fixant les attributions du Ministre ;
- Vu Le Décret n°16.309 du 11 août 2016, fixant le cadre de préparation du projet de loi de finances en République Centrafricaine ;
- Vu L'Arrête interministériel n°1698 du 02 août 2018, portant création et organisation du Comité de mise en œuvre du budget programme en République Centrafricaine.

Ministère des Finances et du Budget, Avenue Abdel Gamal Nasser. BP : 912 Bangui (RCA)

Tél : +236.21.61.38.28/+236.21.61.46.15/Fax :+236.21.61.41.87

Site : www.finances-budget.cf/mail : cabinet@finances-budget.cf

ARRETE

- Article 1er : Il est mis en place un Plan d'action à résultats rapides (PAZR) visant la préparation de la bascule au budget de programme à compter du 1^{er} janvier 2023 et la tenue de la comptabilité en droits constatés à compter du 1^{er} janvier 2025.
- Article 2 : Le Plan d'action à résultats rapides est une articulation des axes stratégiques déclinés en actions cohérentes et vigoureuses dont la mise en œuvre se fait conformément au programme de réformes de la gestion des finances publiques.
- Article 3 : Le Plan d'action à résultats rapides est mis en œuvre par toutes les entités impliquées dans le strict respect du chronogramme des activités prévues.
- Article 4 : Le Comité de Pilotage du Budget Programme (CPBP) se réunit périodiquement sur convocation de son Président aux fins de faire l'évaluation du Plan d'action à résultats rapides.
- Article 5 : Le présent arrêté peut être modifié sur proposition conjointe de tous les acteurs de la mise en œuvre du budget de programme.
- Article 6 : Le présent arrêté qui prend effet à compter de la date de sa signature, sera enregistré et publié partout où besoin sera.

Fait à Bangui, le 25 MAI 2021

Le Ministre des Finances et du Budget



Plan d'action pour la préparation de la bascule au budget de programme

Plan d'action à résultats rapides (PAZR) 2021- 2022 pour la préparation de la bascule au budget de programme (1/1/23) et à la comptabilité en droits constatés et patrimoniale (1/1/25)

Axe/Actions[1]	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Situation de référence au 01/21	Jalons intermédiaires 2021	Jalons intermédiaires 2022	Coût	Services responsables[2]	Besoins en AT
Axe 1 : Programmation et Budgetsation								
Action 1.1 : Mise à jour du calendrier de la procédure budgétaire	Le calendrier budgétaire intègre tous les aspects des budgets-programmes et reflète la réalité des travaux des ministères	Le décret précisant le calendrier budgétaire est adopté en conseil des ministres et diffusé	Un projet de décret a été établi mais présente des incohérences dans l'articulation des phases administratives et politiques	Le tableau annexé au projet de décret et articulant les échéances calendriers budgétaires (PLF/CDMT/loi de Règlement) est cohérent et transmis aux autorités	Le nouveau décret portant calendrier budgétaire est adopté et publié en vue de la préparation du PLFI 2023		DGB	
Action 1.2 : Stabilisation et mise à jour régulière des documents de programmation pluriannuelle de dépenses	Le CBMT/CDMT[3] est élaboré, mis à jour régulièrement, adopté en Conseil des ministres et transmis à l'AN	Le CBMT/CDMT C public régulièrement sur le site web du MFB	Le 1er CBMT/CDMT C élaboré en 2020, n'a pas été actualisé	Un CBMT/CDMT couvrant l'administration centrale est soumis au DOB expérimental le 30 mai 2021 (pour 2022)	Un CBMT/CDMT couvrant toute l'APU et intégrant les risques budgétaires est soumis au DOB pour 2023		DGB/DGEPD/ DGPE/GTRBP	AFC
Action 1.3 : Programmation et budgétisation pluriannuelle des investissements publics (PIP, AEC/CP)	Un programme d'investissement public (PIP) est élaboré et mis à jour régulièrement	Le PIP est publié régulièrement sur le site web du MFB	Un PTI existe, mais reste très perfectible, de même que la banque de projets bancaire (BPB)	<ul style="list-style-type: none"> Le guide de constitution du PTI de BPB est actualisé, amélioré et diffusé Une revue du portefeuille des projets du PTI en cours est conduite[4] 	Une 1ère maquette du PTI rénové est produite et annexée au PLFI 2023		DGPE/DGB/Ministères sectoriel (MST)	Oui
	Les dépenses du PIP sont structurées en AE et CP pour l'ensemble des ministères et institutions et annexée au PLFI.	Maquette des AEC/CP annexée au PLFI	La budgétisation en AEC/CP n'a pas encore démarré	Une maquette des AEC/CP est établie pour les 5 plus grands projets du PIP et est annexée au PLFI 2022	Une maquette des AEC/CP est établie pour au moins 30 % des projets du PIP et est annexée au PLFI 2023		DGPE/DGB/ST	Oui
	Les autorités politiques sont sensibilisées sur les enjeux et défis du BP	Une communication est faite en Conseil de Ministres sur le BP et est répétée en cas de remaniement ministériel	Aucune communication n'a eu lieu depuis le lancement du processus	Deux séminaires de haut niveau[6] sont tenus sur les enjeux et défis du BP	Les deux séminaires sont répliqués au lendemain de la bascule effective au BP		PM/SGPR/MF BME/PC	PNUD
Action 1.4 : Renforcement de la mise en œuvre de la FR Etat - PNUD[5] actualisée (Guides didactiques, maquettes de programmes, formations)	La maquette générale des programmes budgétaires des 35 ministères et institutions est adoptée en Conseil des ministres	La maquette du budget général de l'Etat et son Décret de validation sont adoptés	A ce jour 16 maquettes sont disponibles dont 12 sur appui du PNUD et 4 sur appui UE-ExpForce	Une première maquette budgétaire de l'Etat est disponible à titre expérimental et annexée au PLFI 2022	La maquette budgétaire de l'Etat est finalisée pour tous les ministères et institutions et son Décret de validation adopté		DGB/MST	PNUD
	Les débats d'orientation budgétaire (DOB) se tiennent régulièrement au Parlement	Un DOB expérimental est tenu en 2021 sur le projet de LF 2022	A ce jour Aucun DOB n'a encore été tenu et les Parlementaires non formés à cet effet.	Les Députés sont sensibilisés sur l'importance du DOB et formés sur le Guide du DOB	Le premier DOB se tient au titre de la LFI 2023		DGB/CEFP de l'AN	PNUD

Axe/Actions[1]	Résultats attendus	Indicateurs de Résultat	Situation de référence au 01/21	Jalons intermédiaires 2021	Jalons intermédiaires 2022	Coût	Services responsable	Besoins en AT
Action 1.4 (suite)	Le noyau dur des formateurs sur le BP est formé et dispose d'une mallette pédagogique (MP) de formation	Une masse critique de formateurs établie et MP disponible	Des acteurs budgétaires de 16 ministères y compris le MFB et le MEPC sont formés sur les 4 guides et un projet de MP disponible	La MP est adoptée et les acteurs budgétaires d'au moins 50% des ministères formés	Les acteurs budgétaires de tous les ministères sont formés	DGB/MST		
Axe 2 : Exécution du budget et contrôle budgétaire								
Action 1.5: Elaboration du budget en mode programme (CDSMT/PAP)	Les CDSMT/PAP pour tous les ministères accompagnent le PLFI au Parlement	Les ministères figurent dans la documentation budgétaire transmise au Parlement et sont publiés sur les sites Web des ministères	8 CDSMT/PAP pilotes sont en cours de validation	Au moins 15 CDMT/PAP sont finalisés et transmis au Parlement à titre d'information	Les CDSMT/PAP (BP) au titre de 2023 de tous les ministères sont transmis au Parlement pour adoption	DGB/MST		Oui
Action 2.1: Diffusion d'un guide d'élaboration du Rapport Annuel de Performances (RAP) à destination des responsables de programmes intégrant une méthode d'analyse de la performance	Un guide de rédaction de RAP est adopté et diffusé	Guide adopté et rapports de formation	La problématique du RAP est encore méconnue des acteurs	Le guide du RAP est adopté et les responsables de programmes formés à son élaboration		DGB/DGTCP/ MST		Oui
Action 2.2 : Elaboration et diffusion d'un guide sur l'exécution du budget et la définition du rôle des acteurs du budget programme	Le guide de l'exécution du budget est diffusé et le rôle des acteurs est défini dans la gestion du BP	Guide diffusé auprès des ministères et institutions	Le rôle des acteurs en matière de BP n'est pas encore clarifié ainsi que la démarche d'exécution du BP	Le rôle de chaque acteur dans le budget programme est décrit dans un document	Le guide de l'exécution du budget est élaboré et diffusé	DGB/DCF		Oui
Action 2.3: Mise en œuvre de la déconcentration de l'ordonnancement	L'exécution de la dépense est totalement déconcentrée auprès des ordonnateurs principaux	Toute la phase administrative de la dépense s'exécute in situ dans les ministères sectoriels	Les phases d'engagement et de liquidation de la dépense sont transférées dans quelques MST, mais les propositions d'engagement restent soumises au visa préalable de l'OPD	Les actes de dépenses ne sont transmis au MFB qu'à l'étape d'ordonnancement	Le pouvoir d'ordonnancement est transféré à au moins cinq ministères prioritaires	DGB, DCF, MST		
Action 2.4: Poursuite de la délocalisation du Contrôle financier auprès des ordonnateurs principaux	Les contrôleurs financiers sont placés auprès de tous les ordonnateurs principaux	Actes de nomination des contrôleurs financiers pour l'ensemble des ministères	15 ministères pilotes sur 35 sont dotés de contrôle financier	Un audit du processus de délocalisation est réalisé dans les ministères pilotes et ses recommandations mises en œuvre	Tous les ministères sont dotés des CF	DCE, DGB, IGF, MS		Oui
Axe 3 : Comptabilité et gestion de la trésorerie								
Action 3.1: Poursuite du travail d'apurement de la balance générale des comptes de l'Etat (BGCE)	Une balance apurée est produite	Tous les comptes de la BGCE présentent un solde de sens normal	Un travail d'apurement a commencé mais doit être renforcé	Les comptes présentant un solde anormal sont documentés	La méthode d'apurement est validée	DGTCP, DGB, Cour des Comptes		Oui

Axe/Actions[1]	Résultats attendus	Indicateurs de Résultat	Situation de référence au 01/12/2021	2021	Jalons intermédiaires 2022	Coût	Services responsables	Besoins en AT
Action 3.2 : Préparation de la transition vers la comptabilité en droits constatés et patrimoniale (CDDP)	La démarche de contrôle interne comptable (CICE) est formalisée La directive comptabilité matières de la CEMAC est internalisée et le cadre institutionnel dédié mis en place	RNCE adopté Guide de CICE de la CEMAC transposée Décrets d'adoption	Une récente mission d'AT a proposé un RNCE qu'il convient désormais d'adopter La réflexion est à peine amorcée La réflexion est à peine amorcée	Un projet de RNCE est produit et adopté	Le projet de guide est préparé Le guide de CICE est adopté et vulgarisé	Le RNCE est adopté et disséminé	DGTCP DGB, DGTCP, MST	Oui
Axe 4 : Audit Interne et Externe								
Action 4.1 : Coordination entre les organes d'audit interne et externe	Une plateforme de coordination entre la CC, l'IGE et l'IGF est opérationnelle	Acte mettant en place la plateforme et comptes rendus des réunions	Une très faible coordination entre les organes d'audit	L'acte mettant en place la plateforme est pris	Les réunions se tiennent effectivement et les comptes rendus adressés aux chefs desdits organes	Cour des comptes, ICE, IGF		
Action 4.2: Renforcement des capacités de la Cour des comptes	Une nouvelle loi sur la Cour des comptes est adoptée et mise en œuvre	Le décret de promulgation et actes de nominations des juges de comptes.	• Un projet de loi est en cours de discussion. • L'examen des projets de LR accuse un retard de 5 ans.	• Des dispositions urgentes sont prises pour rattraper le retard dans l'examen de la LR • Le projet de loi est adopté	Les magistrats sont nommés et les projets de loi de règlement en instance examinés et transmis au Parlement	Cour des comptes, PR, MFB, AN		Oui
Axe 5 : Thématiques transverses : Système d'information, formation								
Action 5.1 : Documentation du processus d'élaboration du budget de l'Etat en mode programme	Le processus d'élaboration du budget-programme est documenté en conformité avec la nouvelle LOLF et les normes CEMAC	Le document de processus d'élaboration du budget en mode programme est finalisé en prenant en compte les points en instance relevés par l'assistance à maîtrise d'ouvrage	La Documentation du processus d'élaboration du budget de l'Etat en mode programme est mise en instance depuis Mars 2019	Le document de processus d'élaboration du budget de l'Etat en mode programme est validé par le MFB	Le module préparation du BP de Simba est développé et testé	Le module préparation du BP est opérationnel et permet l'élaboration du BP pour 2023 et le module exécution est testé	COPIL SIM_BA, AGIR, DGB, DGTCP	Oui
Action 5.2 : Implémentation des réformes budgétaires et comptables dans Simba	Le budget de l'Etat est préparé et exécuté en mode BP dans Simba	Les documents et états de restitution budgétaire issus de Simba	Le SI actuel n'est pas adapté aux nouvelles réformes	Le module préparation du BP de Simba est développé et testé	Le module préparation du BP est opérationnel et permet l'élaboration du BP pour 2023 et le module exécution est testé	AGIR, DGB, MST		
Action 5.3 : Formation sur les nouvelles réformes budgétaires et comptables induites par la LOLF	L'ensemble des comptables publics sont formés au PCE	Organisation d'une session de formation à destination des comptables publics	Les comptables publics nouvellement nommés, et plus particulièrement les agents comptables, ne sont pas sensibilisés aux enjeux des réformes budgétaires	Formation des agents comptables d'EPA	Formation des comptables publics	DGTCP/EPA		Oui

[1] Les actions sont déclinées en activités en début de chaque année
[2] Le service marqué en gras en première position est le chef de file
[3] Intégrant une section sur les risques budgétaires

[4] Pour décider de leur inscription au PIP
[5] Feuille de Route jointe
[6] Dont 1 pour les membres du gouvernement et 1 pour les directeurs de cabinets ministériels

[7] RNCE : Référentiel des Normes Comptables de l'Etat.